



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57036 Metz
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 26 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 9 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sydeme Methavalor

1 rue Jacques Callot
57600 Morsbach

Références : MORSBACH_SYDEME-METHAVALOR_2024-05-06_RAPVI_GSME_26240
Code AIOT : 0006207916

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 avril 2024 dans l'établissement Sydeme Methavalor implanté 1 rue Jacques Callot 57600 Morsbach. L'inspection a été annoncée le 2 avril 2024. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du suivi des suites proposées au préfet à l'issue de la visite d'inspection du 25 janvier 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sydeme Methavalor
- 1 rue Jacques Callot 57600 Morsbach
- Code AIOT : 0006207916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui, BREF WT – traitement des déchets

Le Syndicat mixte de transport et de traitement des déchets ménagers de Moselle Est (SYDEME) est autorisé à exploiter une unité de méthanisation de biodéchets sur la commune de Morsbach par arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009.

Thèmes de l'inspection :

- air (analyseur des gaz de combustion, livret de chaufferie)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « faits sans suite administrative » ;
- « faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	analyseur des gaz de combustion	code de l'environnement, article R.224-26 2°	sans objet
2	livret de chaufferie	code de l'environnement, article R.224-29	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, objet du présent rapport, n'a pas mis en évidence de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : analyseur des gaz de combustion

Référence réglementaire : code de l'environnement, article R.224-26 2°
Thème(s) : risques chroniques, santé / environnement
Prescription contrôlée : Sous réserve des exceptions prévues à l'article R.224-27, l'exploitant d'une chaudière doit disposer de appareils de contrôle suivants, en état de bon fonctionnement : [...] 2° un analyseur des gaz de combustion donnant la teneur en dioxyde de carbone ou en dioxygène et, pour les chaudières d'une puissance nominale supérieure à 10 MW, permettant la mesure en continu. [...]
Constats : Lors de la visite du 25 janvier 2023, l'inspection constate l'absence sur site d'analyseur portatif de gaz de combustion. L'article R.224-27 du code de l'environnement ne prévoit pas de dérogation à l'absence d'un analyseur de gaz de combustion. Par courrier du 11 octobre 2023, l'exploitant indique au préfet avoir fait l'acquisition d'un analyseur de gaz de combustion réceptionné en août 2023. Lors de la présente visite, l'inspection constate la présence sur site de l'analyseur portatif de gaz de combustion. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : sans suite

N° 2 : livret de chaufferie

Référence réglementaire : code de l'environnement, article R.224-29
Thème(s) : risques chroniques, santé / environnement
Prescription contrôlée : Pour toute chaudière ou ensemble de chaudières définies à l'article R.224-21, l'exploitant tient à jour un livret de chaufferie qui contient les renseignements prévus à l'article R.224-28.
Constats : Lors de la visite du 25 janvier 2023, l'exploitant indique ne pas disposer de livret de chaufferie, alors que le rapport de Bureau Veritas relatif au contrôle périodique de la chaudière (intervention du 18 janvier 2022) indique notamment que le livret de chaufferie est existant, bien tenu à jour. Concernant le rendement caractéristique de la chaudière, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les justificatifs, excepté celui du 7 juillet 2022, qu'il est tenu de calculer au moment de chaque remise en marche de la chaudière, et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement (article R.224-28 du code de l'environnement). Par courrier du 11 octobre 2023, l'exploitant indique au préfet avoir fait l'acquisition d'un livret de chaufferie. Lors de la présente visite, l'inspection constate la présence sur site du livret de chaufferie, complété du relevé trimestriel du rendement caractéristique de la chaudière. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : sans suite